

Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes

Geoffrey Pleyers

Si certains en doutaient encore, les années 2010 ont démontré que les jeunes ne sont pas que des « citoyens de demain en formation », rôle dans lequel les cantonnent trop souvent les institutions. Ils sont dès aujourd'hui des acteurs majeurs de nos sociétés et des démocraties. Leur participation aux révolutions arabes et aux « mouvements des places » en Espagne, à New York, Istanbul ou Hong Kong ont marqué le début des années 2010.

Dans chacune de ces mobilisations pour plus de démocratie comme parmi les mouvements pour une « transition écologique », une culture militante¹ est particulièrement prisée par de nombreux jeunes militants : l'« alteractivisme » (Pleyers, 2004, 2010 et 2014). Elle s'appuie notamment sur des modalités « plus individualisées » de l'engagement, distantes des acteurs de la société civile institutionnalisée, que les sociologues des mouvements sociaux (Ion, 1997 ; McDonald, 2006) et de la jeunesse (Roudet, 2004 ; Gauthier, 2003 ; Becquet, de Linares, 2005 ; Muxel, 2011) ont analysées depuis une quinzaine d'années. Les « alteractivistes » combinent une grande sensibilité aux défis globaux avec une forte dimension subjective de l'engagement et une volonté de l'ancrer au niveau local. Sensibles aux enjeux globaux (inégalités, migrations, environnement...), ils développent la plupart de leurs initiatives au niveau local, notamment à travers les multiples initiatives « pour une transition écologique », marquant de leur empreinte le renouveau des mouvements écologistes et conviviaux (réseaux alimentaires alternatifs, simplicité volontaire, consommation critique, justice climatique...). Ils étaient par exemple des milliers à se mobiliser pour lutter contre le changement climatique autour du sommet de la COP 21 au Bourget en décembre 2015, tout en insistant sur le fait que « c'est aussi dans la vie quotidienne que cela se joue ». Pour ces jeunes, la participation et l'engagement se jouent aussi en ligne, à travers les réseaux sociaux et l'information alternative, et plus encore dans l'articulation de la vie et de l'activisme « en ligne et hors ligne ».

1. Par culture militante, j'entends une logique d'action basée sur un ensemble cohérent d'orientations normatives, une conception du monde, du changement social et de la nature et de l'organisation des acteurs sociaux qui portent ce changement.

Le succès de l'alteractivisme chez de nombreux jeunes militants tient à la fois à une certaine disponibilité biographique (Mathieu, 2011) et à la résonance de quelques-uns de ses traits avec ceux de l'expérience particulière que constitue la jeunesse tardive comme âge de la vie, tels que la fluidité des rapports sociaux et cette « profonde soif de l'expérience » par laquelle Max Weber (1963, p. 96) caractérisait déjà la jeunesse. Cependant, la culture alteractiviste n'est pas spécifique aux jeunes, pas plus que tous les jeunes activistes progressistes ne s'inscrivent dans cette culture particulière de l'engagement (Muxel, 2011). Certains s'engagent selon des logiques différentes, notamment dans des organisations non gouvernementales (ONG), des partis politiques ou des composantes assez classiques de l'extrême gauche. La plupart mêlent différentes formes d'engagement.

Dans cet article, j'aimerais approfondir l'analyse d'un élément de cette culture militante : la centralité du rapport à soi et les articulations entre subjectivation et action qui en découlent. Les alteractivistes développent un activisme profondément personnel et articulé autour de l'exigence d'une forte cohérence entre leurs valeurs et leurs pratiques, que ce soit au niveau de la démocratie directe mise en œuvre dans le mouvement, des pratiques quotidiennes de consommation ou de la qualité des relations sociales. Les entretiens et focus groupes réalisés au cours des dernières années soulignent à quel point c'est dans la relation à eux-mêmes et la construction de soi comme sujet et acteur que ces jeunes alteractivistes trouvent le sens et les ressources de leur engagement, bien plus que dans les organisations militantes, la lutte contre un adversaire, les manifestes annonçant des « lendemains qui chantent » ou même l'impact de leur action dans la société.

La première partie de cet article mettra en exergue deux faces du processus de subjectivation chez ces jeunes alteractivistes : une dimension de résistance aux impositions extérieures et la construction de soi comme principe de sens. La seconde partie se penchera sur les deux modalités de leur engagement à travers lesquelles ces activistes établissent une concordance subjective entre la subjectivation et l'action vers un changement social : l'engagement préfiguratif et les espaces d'expériences. La troisième partie montrera que la conciliation entre le « changement de soi » et la transformation du monde n'est pas aussi aisée que le souhaitent les alteractivistes.

LES DEUX FACES DE LA SUBJECTIVATION

François Dubet (2004) montre que l'épreuve de la jeunesse est structurée par une double exigence : être soi-même et préparer son insertion dans la société. Engagement et construction de soi sont dès lors profondément liés dans cette étape spécifique de la vie (Van de Velde, 2008 ; Becquet, de Linares, 2005 ; Pleyers, 2004). Comprendre les ressorts et les modalités de l'engagement des jeunes alteractivistes exige de se pencher sur le

Méthodologie

Cet article se fonde sur des matériaux empiriques récoltés dans le cadre de deux recherches consacrées aux jeunes militants progressistes.

La première s'intéresse au rapport des jeunes activistes progressistes à la démocratie en Europe : 37 entretiens ont été réalisés dans ce cadre dans 12 pays d'Europe en 2012 et en 2014 (notamment en Pologne et en Roumanie) ; notre article s'appuie principalement sur des entretiens avec de jeunes activistes en Belgique ainsi que sur un focus groupe qui a rassemblé 11 militants à Paris en septembre 2012.

La seconde recherche porte sur les jeunes écologistes et a été réalisée principalement en Belgique. Après une phase d'observation et une première série de 12 entretiens, une intervention sociologique (Cousin, Rui, 2010) a été menée avec 15 jeunes écologistes âgés de 19 à 27 ans à Louvain-la-Neuve (Belgique). L'intervention sociologique est une méthode favorisant l'autoanalyse critique d'un groupe de participants sélectionnés par les sociologues dans un souci de représentation des différents courants et enjeux d'un mouvement ou d'un acteur étudié. Cinq séances (de 4 h 30 chacune) ont eu lieu au printemps 2013 ; deux autres un an plus tard. La moitié des jeunes étaient impliqués dans des collectifs étudiants écologistes, l'autre moitié se sentaient concernés par les causes écologiques mais n'étaient pas impliqués dans un groupe. Treize d'entre eux étaient âgés de 21 à 25 ans, et deux de 27 et 29 ans.

processus de subjectivation, entendu comme la construction de soi d'un individu en tant qu'être singulier mu par la volonté de penser et d'agir par soi-même, de construire sa propre existence sans que cela lui soit imposé par la tradition, par la société ou par les règles de la vie collective (Melucci, 1980 ; Touraine, 1992 et 2002 ; Dubet, 1994 ; Martuccelli, 2006). Cette subjectivation tient dans « la capacité de formuler ses choix, de résister aux logiques dominantes [...] et de produire sa propre trajectoire » (Wieviorka, 2004, p. 286). Elle constitue un travail constant de l'individu sur lui-même (Dubet, 1994 ; Martuccelli, 2006) et combine deux faces : l'une centrée sur la résistance, l'autre sur l'affirmation de soi comme principe de sens.

La subjectivation comme résistance

Les jeunes alteractivistes entendent se construire eux-mêmes contre le « formatage par une société de consommation, de compétition et de comparaison » (Christophe, 27 ans, IS², 2013). Ils aspirent à devenir des sujets plus « authentiques », davantage maîtres de leur subjectivité :

« Il s'agit de se désaliéner. Une fois qu'on devient plus conscient de ses besoins, on devient tout simplement plus heureux. » (David, 22 ans, entretien, Bruxelles, 2012).

2. Le sigle « IS » renvoie à l'intervention sociologique.

Pour les alteractivistes écologistes, la créativité et l'affirmation de la subjectivité ne sont pas seulement des moyens mis en œuvre dans un engagement pour une cause mais constituent le cœur même de la résistance face à l'envahissement du monde vécu (Habermas, 1992) par la mondialisation néolibérale. Comme le rappelle Alain Touraine (2002, p. 391), il s'agit d'une « résistance de l'être singulier contre la production de masse, la consommation de masse et la communication de masse *via* les mass media. Nous ne pouvons nous opposer à cette invasion par des principes universels mais avec la résistance de notre expérience singulière. »

Au culte des marques globales et à l'anonymat des relations de (super) marché, ces jeunes opposent l'authenticité et la convivialité des relations sociales. Ils se disent « objecteurs de croissance et de vitesse » et remettent en cause le monopole des économistes dans la détermination du bien-être sur la base de la croissance économique et du produit intérieur brut. Pour les jeunes alteractivistes écologistes, les résistances se transcrivent dans les gestes de tous les jours, au point que certains ne considèrent pas ces transformations du quotidien comme étant un « engagement » : « Pour moi, ce n'est pas de l'activisme. C'est juste un changement dans notre manière de vivre » (une étudiante suédoise, entretien, 2012 ; voir aussi de Bouver, 2015). D'autres choisissent de se distinguer des « activistes » en adoptant le néologisme « activien » (contraction d'« activiste dans le quotidien »).

Cette volonté d'autonomie s'affirme également face aux instances classiques de socialisation politique et aux organisations militantes (Ion, 1997 ; Roudet, 2004 ; McDonald, 2006), y compris envers des ONG comme Greenpeace ou des associations comme ATTAC qui incarnaient il y a encore peu de « nouvelles » modalités d'engagement. Les campements altermondialistes (par exemple celui contre le G8 d'Évian en 2003) et des Indignés (notamment ceux de Bruxelles et de Paris en 2011) sont déclarés « no logo », « c'est-à-dire [sans] course à l'accrochage de banderoles, de distributions de tracts, d'affiches d'organisation³ ». De même, dans le parc Gezi à Istanbul, les affiches, drapeaux et autres symboles d'organisations étaient strictement interdits (Türkmen, 2016). Les banderoles des partis et des syndicats n'étaient pas non plus les bienvenues lors des manifestations de juin 2013 au Brésil. La plupart des jeunes alteractivistes écologistes tiennent eux aussi à garder leurs distances par rapport aux organisations :

« Je pense que quand tu mets un t-shirt "Greenpeace", tu perds un peu ton identité à côté. C'est bien qu'on garde une spécificité, Greenpeace, ça a un peu une forte portée, c'est très médiatique. » (Élisabeth, 20 ans, IS, 2013.)

3. Extrait d'un courrier électronique rédigé dans le cadre de la préparation de « l'espace désobéissant » du Forum social européen de Paris, en 2003.

Soucieux de ne pas s'identifier à une organisation formelle, ils se mobilisent autour de projets précis et reliés entre eux par des réseaux informels et des affinités personnelles. Régulièrement rebaptisés, ces réseaux s'étendent, se réduisent et se transforment selon les projets personnels qui les guident.

La production de soi comme principe de sens

Cette autonomie est affirmée avec plus de force encore quand il s'agit du sens et de la portée de l'engagement. Ceux-ci ne sont déterminés ni par un manifeste, ni par un programme à mettre en œuvre, ni par la lutte contre un adversaire, ni par une organisation militante. Ce n'est plus dans une vision constituée d'un « autre monde » ou même de l'impact que son action aura dans la société (Holloway, 2010) que se trouvent les moteurs et les motivations de l'engagement :

« Il faut se questionner intérieurement pour savoir vers où on va. [...] Il faut être cohérent avec soi-même. » (Quentin, 22 ans, IS, 2013.)

« J'ai d'abord fait ça en me disant : "Je ne veux plus participer à ça, je n'ai pas envie de me dire qu'il y a des personnes qui souffrent de mes choix de consommation, donc je ne le fais plus." » (Bérénice, 22 ans, IS, 2013.)

Les activistes de ce mouvement font preuve d'une grande réflexivité, s'interrogeant sans cesse sur la cohérence entre leurs pratiques et leurs valeurs. Leurs pratiques alternatives s'articulent autour d'un sens de la responsabilité personnelle.

DE LA SUBJECTIVATION À L'ACTION : ENGAGEMENT PRÉFIGURATIF ET ESPACES D'EXPÉRIENCES

L'alteractivisme se fonde sur l'affirmation d'une concordance entre le processus de subjectivation et l'action vers un changement social. En se changeant soi-même et en adoptant d'autres pratiques, on change le monde. Face à ceux qui les accusent d'être naïfs ou utopiques, ils clament fièrement qu'ils n'en restent pas aux discours et qu'ils développent des alternatives concrètes, qui n'ont rien d'utopique. Cette concordance entre changement de soi et transformation du monde est incarnée dans deux éléments majeurs de la culture alteractiviste : le caractère préfiguratif et performatif de l'engagement et les espaces d'expériences.

Engagement préfiguratif

La cohérence entre les valeurs et les pratiques est fondamentale pour les alteractivistes. Les pratiques quotidiennes et l'engagement doivent mettre en œuvre concrètement les valeurs défendues et « préfigurer » un autre monde possible.

« Nous ne dissociions pas nos pratiques de nos objectifs. Nous choisissons un fonctionnement horizontal, antisexiste, auto et écogestionnaire à partir de regroupements affinitaires. » (Document de présentation de « l'espace désobéissant » du Forum social européen de Paris, 2003.)

Avant d'être des revendications adressées aux acteurs politiques, la démocratie et l'écologie sont d'abord des exigences par rapport à eux-mêmes. Elles s'incarnent dans des pratiques concrètes :

« La démocratie, c'est une façon de vivre. C'est vivre avec les autres personnes comme elles sont. » (Un étudiant égyptien, ingénieur, interrogé lors du Forum social mondial [FSM] de 2013 à Tunis.)

Cette conception de la démocratie résonne particulièrement avec celle de Jacques Rancière (1998). Davantage que dans la contestation du gouvernement, les mouvements des Indignés et Occupy ont dédié l'essentiel de leur énergie à la mise en œuvre réflexive d'une démocratie participative et horizontale dans leurs assemblées et dans les quartiers.

L'alteractivisme se fonde sur l'affirmation d'une concordance entre le processus de subjectivation et l'action vers un changement social. En se changeant soi-même et en adoptant d'autres pratiques, on change le monde.

Préfiguratif, l'engagement est également performatif : l'objectif ne précède pas l'action mais lui est concomitant : c'est dans l'acte lui-même que se réalise l'objet de l'engagement. « Ce n'est pas demain qu'il y aura des changements, ils sont visibles dès aujourd'hui dans le mouvement⁴. » Plutôt que la rupture du « grand soir », le changement est un processus qui passe par les actes concrets des « petits matins ». Le changement ne se limite pas au niveau local mais il est résolument orienté du bas vers le haut (*bottom up*).

Cette expérimentation de formes concrètes de démocratie directe ou de pratiques écologiques s'incarne ainsi dans un travail de transformation de soi et de subjectivation.

« Je pense que les choses arrivent plutôt par un changement personnel [...]. Après avoir fait partie des Indignés, je ne vois plus les gens de la même façon. J'ai réalisé que tout le monde a quelque chose à dire, j'essaye de respecter les opinions de chacun et je vois chacun comme un être humain. » (Anne, une Indignée, 19 ans, focus groupe, Paris, 2012.)

Sur les places occupées, dans les réseaux virtuels ou dans les quartiers, les assemblées ont été l'occasion d'expérimenter des techniques alliant participation, horizontalité et efficacité. Le 29 novembre 2011, l'assemblée générale d'Occupy the London Stock Exchange regroupait quelque deux

4. Un jeune *piquetero* (« participant ») du Movimiento Territorial Liberación (MTL), Buenos Aires, entretien, 2003.

cents personnes qui ont débattu en sous-groupes, puis qui sont parvenues à une série de décisions concernant les activités de la semaine en quarante-cinq minutes, avant d'ouvrir la discussion sur les stratégies de communication et de diffusion de leur mouvement. Les premiers mois des révolutions arabes ont été également marqués par une rupture avec « les structures hiérarchiques rigides et le style autoritaire des leaders des syndicats et des ONG » (Abdelrahman, 2011, p. 412).

Espaces d'expériences

Processus profondément personnel, la subjectivation est confrontée aux exigences de l'action et à la complexité du changement social dans un monde global. Elle se construit dans un environnement concret, y trouvant des appuis mais aussi des obstacles. S'ils réalisent ce travail de subjectivation la plupart du temps en gardant « un pied dans la société, un pied en dehors », les jeunes alteractivistes créent aussi des espaces propices à l'expérimentation et à la subjectivation, où cette dernière et la capacité d'agir se renforcent mutuellement. Ces « espaces d'expériences » sont des « espaces suffisamment autonomes et distants de la société dominante et des rapports de pouvoir pour permettre aux acteurs de vivre selon leurs propres principes, de tisser des relations sociales différentes et d'exprimer leur subjectivité » (Pleyers, 2010, p. 37-40 ; McDonald, 2006 ; Bey, 1997). Ce sont à la fois des lieux de lutte et des antichambres qui préfigurent un autre monde.

Qu'ils soient mobilisés plutôt par l'écologie ou par la cause démocratique, les jeunes alteractivistes apprécient particulièrement ces espaces qui leur permettent de vivre intensément leur engagement, de s'épanouir, d'expérimenter des formes concrètes de mise en pratique de leurs valeurs et de participer à un changement social. Les campements sont devenus des éléments centraux du répertoire d'action des jeunes altermondialistes (Pleyers, 2010), puis du Mouvement pour une justice climatique (Schlembach, 2011) et des « mouvements des places » des années 2010. Ces jeunes ont installé des tentes au cœur des villes et face aux hauts lieux de la finance et ont expérimenté des formes de démocratie directe au Caire, à Athènes, dans toutes les villes d'Espagne, à New York et dans de nombreuses villes américaines, ou au parc Gezi à Istanbul. L'importance symbolique de ces campements est si redoutée que les forces de l'ordre ont inscrit les tentes aux côtés des armes dans la liste des objets interdits dans la zone entourant le stade et le village des Jeux olympiques de Londres⁵.

Loin de l'écho médiatique de l'occupation des places, des « camps climat » continuent d'être organisés chaque été en Europe et en Amérique

5. « Olympics organisers urged to ban tents for fear of occupy-style protests », *The Guardian*, 25 janvier 2012.

du Nord. Les jeunes alteractivistes écologistes valorisent également les espaces d'expériences davantage ancrés dans la vie quotidienne, comme les groupes d'achat de légumes locaux et de saison, les logements partagés, les restaurants conviviaux ou, pour certains, les squats. Sur le campus de Louvain-la-Neuve, les maisons partagées (« kot-à-projet ») par des étudiants écologistes sont des lieux de vie intense, qui mélangent amitié et engagement, construction de soi et solidarité. La réalisation d'un projet écologique tout au long de l'année est l'occasion d'organiser des activités mais aussi de mener une réflexion constante sur l'enjeu et la portée des pratiques de la vie quotidienne comme de l'engagement. Dans chacune de ces initiatives, l'organisation des mouvements devient un espace d'expériences dans lequel sont mises en œuvre des pratiques horizontales et participatives, des relations sociales conviviales et une grande attention à la subjectivité et à la créativité de chacun.

À travers toute l'Europe, des espaces d'expériences de jeunes écologistes ont également surgi dans des territoires en lutte, pour s'opposer à de grands projets d'infrastructures. Les campements et mobilisations contre un projet

L'organisation des mouvements devient un espace d'expériences dans lequel sont mises en œuvre des pratiques horizontales et participatives, des relations sociales conviviales et une grande attention à la subjectivité et à la créativité de chacun.

de mine d'or en Roumanie et la construction d'un oléoduc en Bulgarie ont donné lieu aux plus importants mouvements dans ces pays depuis la chute du mur de Berlin. En France, les zones à défendre (ZAD) ont réactualisé une stratégie d'occupation qui avait été notamment populaire en Italie et en France dans les années 1960 et 1970, en la combinant avec les réflexions et les pratiques héritées de courants altermondialistes, autonomes et libertaires (Comité invisible, 2007). La zone

à défendre sur le site d'un projet d'aéroport dans la région nantaise a été occupée par des centaines de campeurs et a attiré des dizaines de milliers de manifestants. Ces territoires occupés sont à la fois des espaces de résistance et de confrontation directe⁶ et des espaces d'expériences, marqués par la mise en œuvre concrète de pratiques démocratiques et écologiques et par l'intensité de l'expérience vécue :

« Une expérience de vie en collectivité. Sur les ZAD, on met tout en commun, savoirs et pratiques. On n'est pas seulement dans une contestation du système, on recherche, on construit et on propose un mode de vie alternatif. Ce qui se passe est très positif. » (Martin, 20 ans⁷.)

6. Un activiste de 21 ans a été tué dans une confrontation avec la police sur la ZAD du barrage de Sievens dans la nuit du 26 octobre 2014.

7. Cité dans Bordenet C., « Moi, Martin, 20 ans, zadiste à visage découvert », *Le Monde*, 14 décembre 2014.

Les campements, les communautés conviviales et les autres espaces d'expériences alteractivistes mélangent privé et public, amitié et engagement politique, amusement et résistance, solidarité, bonheur et lutte pour un monde meilleur. Ce sont des lieux forts de socialisation, de possibilités d'échanges et d'occasions de fête. Bien qu'éphémères, ces expériences imprègnent durablement chaque participant, renforcent la propension à renouveler l'engagement dans des mobilisations politiques, peuvent transformer considérablement et à long terme l'identité sociale et les valeurs politiques de ceux qui y prennent part (McAdam, 1989 ; Muxel, 2011) et, au-delà, marquent une génération de militants.

DE LA SUBJECTIVATION AU CHANGEMENT SOCIAL

Changer le monde ?

De nombreux activistes de « la transition écologique » clament fièrement qu'ils n'en restent pas aux discours et développent des alternatives concrètes. Mais se changer soi-même suffit-il pour changer le monde ? Processus de subjectivation et renforcement de la capacité d'action ne vont pas toujours de pair. Le processus de subjectivation est confronté aux exigences de l'action et à la complexité du changement social dans un monde global, certains de ses aspects constituant même des obstacles pour devenir acteur.

Dans les pratiques quotidiennes des alteractivistes, cela se traduit par des tensions et des dilemmes. Pour devenir acteur, il faut souvent renoncer à une subjectivation pure, à une cohérence totale entre ses valeurs et ses pratiques. Un dilemme personnel résulte fréquemment du fait que la volonté de maintenir un questionnement permanent et une cohérence la plus forte possible entre ses valeurs et ses actes peuvent empêcher des actions :

« Un moment, il faut arrêter de se poser des questions et agir. Ensuite, c'est important de se remettre en perspective et de s'interroger de nouveau, mais il faut quand même agir. » (Benjamin, 21 ans, IS, 2013.)

Pour les alteractivistes qui mettent en pratique une démocratie participative et horizontale, ces tensions s'incarnent notamment dans le dilemme entre l'horizontalité, le caractère très inclusif des réunions d'un côté, et une efficacité nécessaire de l'autre, ainsi que dans l'équilibre à trouver entre la volonté d'une participation directe de chacun et une nécessaire délégation dans la prise de décision.

Après le temps des espaces d'expériences et de l'occupation des places, les alteractivistes des mouvements des années 2010 sont confrontés aux questions posées par les limites structurelles de ces modes d'action et de l'anti-politique (Pleyers, 2010, p. 96-103). Les alternatives concrètes construites au niveau local apparaissent comme des îlots dans un océan néolibéral ou

consommériste. L'agrégation des changements individuels ne suffit pas à changer le monde. La multiplication des groupes d'achat de légumes locaux, biologiques et de saison n'empêche pas les politiques publiques de soutenir une agriculture productiviste et centrée sur les grandes exploitations. La multiplication des pratiques de démocratie directe sur les places et dans les quartiers ne parvient pas à transformer la gestion de la société dans laquelle la démocratie institutionnelle reste importante.

Les « mouvements des places » ont puisé leur force et une grande créativité dans leur volonté de maintenir une distance avec la politique institutionnelle et dans leur prédilection pour des dynamiques horizontales et « par en bas ». Mais cette méfiance à l'égard des organisations plus structurées peut devenir un frein lorsqu'il s'agit de pérenniser le succès populaire et les idées innovantes ou de les transcrire dans la politique institutionnelle. En tant que mouvements faiblement structurés, ces mobilisations sont confrontées aux limites des mouvements en réseaux que pointe Lilian Mathieu (2011, p. 40) : « [Ils ont] une grande capacité à impulser des mobilisations mais sont inaptes à les clore, puisqu'ils ne peuvent négocier et signer des accords de sortie de conflit et ne jouissent pas de la légitimité que fournissent les mécanismes d'élection et de représentation. »

Certaines transformations culturelles et subjectives impulsées par ces mouvements peuvent avoir des impacts à long terme, comme la diffusion d'une conception de la citoyenneté et de la démocratie ne se limitant pas aux relations avec les institutions et l'État. Ni le changement des subjectivités opéré pendant la révolution de 2011, ni les médias alternatifs et le niveau élevé d'éducation de nombreux jeunes Cairotes n'ont empêché la répression féroce de s'abattre sur les Frères musulmans, puis sur de nombreux jeunes alteractivistes qui avaient investi la place Tahrir en 2011. S'il est trop tôt pour tirer un bilan de ces révolutions, il n'est pas dit que les processus de subjectivation de jeunes citoyens devenus alteractiviste l'emporteront face à la répression des régimes autoritaires et les leviers de la politique institutionnelle.

Conscients de ces limites, plusieurs mouvements se sont montrés plus conciliants avec les logiques de la politique institutionnelle depuis 2013. Les jeunes alteractivistes interrogés à Rio en juillet 2013 expliquaient qu'ils n'étaient « pas contre la démocratie représentative et les élections, mais que les représentants élus doivent être bien plus contrôlés par les citoyens. [...] Il faut aussi qu'il y ait d'autres formes de participation, notamment au niveau local et pour les services publics ». Depuis, le parti Podemos, issu du mouvement des Indignés, est venu incarner le passage d'un mouvement à un « parti-mouvement » mais aussi celui « de l'indignation à l'organisation » (Moisand, 2015). Ces initiatives articulent des éléments de la culture alteractiviste avec d'autres propres à l'arène de la politique électorale. Elles

incarnent ainsi un renouveau de cette arène, mais n'y pénètrent qu'au prix d'un renoncement à certains traits de la culture alteractiviste, voire d'une inversion de certains de ses éléments. Les activistes sont par exemple passés d'une dynamique de mouvements horizontaux et « sans leader » à des organisations dans lesquelles des leaders charismatiques jouent un rôle majeur, comme Pablo Iglesias pour Podemos ou Camila Vallejo, leader du mouvement étudiant chilien de 2011 et désormais sénatrice.

La rupture de la concordance subjective

Les places occupées et les autres espaces d'expériences permettent et territorialisent une concordance subjective entre la transformation de soi et la transformation de la société, entre le processus de subjectivation et l'action. Les actes de résistance et les alternatives concrètes sont alors directement considérés comme des contributions à un changement de société. Pour les activistes, et dans certains cas pour les médias et le gouvernement, les places occupées sont devenues l'incarnation d'une lutte contre un régime autoritaire ou pour « démocratiser la démocratie⁸ ».

Ainsi, l'intensité de l'engagement des occupants du parc Gezi, à Istanbul en juin 2013 et celle de la répression policière laissent penser que l'enjeu allait bien au-delà de la défense du parc. Les pratiques locales des activistes y étaient vécues comme des contributions à une lutte nationale : tout le sort de la démocratie en Turquie s'incarnait dans cette lutte. Mais lorsque l'expérience intense de Gezi a laissé place au retour à la « vie normale », la concordance subjective entre changement personnel, pratiques alternatives et de résistance sur la place d'un côté, et changement de la société turque de l'autre s'est délitée. Après la joie qu'avait procurée le sentiment d'être acteur et de peser directement sur l'avenir de la société turque par ses actes quotidiens sur la place occupée, les victoires électorales successives du parti conservateur du président Recep Tayyip Erdogan au cours de l'été 2013 achevaient de rompre cette concordance subjective entre les actes préfiguratifs posés sur la place occupée et le changement social au niveau national. Les activistes ne reflétaient qu'une partie des citoyens turcs et la démocratie turque ne se jouait pas seulement sur la place Taksim.

Cette désillusion n'est pas le propre des occupations de place. Elle se manifeste presque systématiquement lorsque les alteractivistes sortent des espaces d'expériences, qu'ils soient motivés par une exigence de démocratisation ou par la cause écologiste. Elle est la conséquence personnelle de cette rupture de la concordance subjective entre subjectivation et capacité d'agir (« *agency* »). Sortie des espaces d'expériences, la concordance subjective entre le changement dans le quotidien et le changement de société se

8. Voir par exemple le documentaire *The Square* (2013) de Jehane Noujaim sur la révolution égyptienne.

rompt et la question du changement social (et de sa contribution personnelle à ce changement) se pose de nouveau.

Un an après la série de focus groupes qui ont eu lieu avec les jeunes écologistes à Louvain-la-Neuve, l'une des participantes, Clara, est en séjour d'échange d'étudiants au Chili. Elle est frappée par l'absence de considéra-

L'une des solutions pour maintenir cette concordance subjective entre la transformation de soi à l'échelle locale et la transformation de la société est en effet de la reporter sur le « très long terme », en misant sur un changement culturel.

tions écologistes de nombreux Chiliens, qui, par exemple, ne pratiquent que très peu le tri sélectif. Valait-il la peine de tant s'investir dans son projet écologiste pour que les étudiants de Louvain-la-Neuve remplacent leurs gobelets jetables par d'autres réutilisables si, à l'autre bout de la planète, rien n'est recyclé ? La concordance subjective entre le changement de soi et le changement du monde se rompt alors brutalement et les actions passées apparaissent à présent comme une goutte d'eau dans l'océan.

« Je suis bien plus pessimiste en ce qui concerne notre avenir. ... Je pensais que tout s'arrangeait. Depuis, je n'ai plus beaucoup d'espoir. Je sens qu'on court à la catastrophe [environnementale] et que rien ne pourra nous en empêcher à présent... Comment continuer à vivre en sachant cela? » (Courriel envoyé depuis le Chili, mars 2014).

Cette désillusion ne conduit cependant pas forcément à l'inaction. Comme nous l'avons souligné dans la première partie de cet article, le moteur et les motivations de l'engagement se trouvent moins dans l'impact de son action sur la société que dans la relation à soi, et notamment dans l'exigence d'une grande cohérence personnelle. C'est d'ailleurs ainsi que Clara poursuit son courriel :

« Mon défi à présent, c'est de sauver ma conscience, à défaut de ne plus croire en la possibilité de sauver le monde grâce à des gobelets réutilisables. Le pessimisme ne me mène donc pas à l'inaction, au contraire. [...] Je comprends ce qu'il se passe autour de moi et j'agis en conséquence mais avant tout pour réussir à m'endormir le soir sans la culpabilité de me savoir participer à un massacre global de la planète. » (Courriel envoyé depuis le Chili, mars 2014.)

Dans certains cas, cette centralité de la relation à soi peut conduire à une prise de distance avec les enjeux sociaux qui dépassent la stricte responsabilité personnelle, au point de mener à une dépolitisation :

« Je le fais [consommer moins et acheter des légumes bio et de saison] pour me sentir bien avec moi-même. Au moins, je peux dire que tout ce qui se passe, toute cette pollution, toutes ces catastrophes environnementales, tout ce gaspillage, ce n'est pas de ma faute. [...] Depuis que j'ai changé mes pratiques de consommation, je suis plus en paix avec moi-même. » (Antoine, 23 ans, entretien, Liège, 2012.)

Cependant, le propre des alteractivistes est de maintenir un lien fort entre subjectivation et volonté d'être acteur, même au-delà de la désillusion face

à l'ampleur de la contribution des gestes du quotidien à un changement de société. Ils y parviennent en fondant la signification de l'engagement dans une relation à soi et un grand sens éthique.

« Si tu penses que tu vas changer le monde, tu commences sur de mauvaises bases. Tu dois le faire [manifester, se rassembler sur les places] mais pas en pensant "je vais changer le monde". C'est impossible de le faire. Je veux dire, c'est comme Don Quichotte : se battre en vain [...] et tu ne pourras être que déçu. C'est plutôt "agis comme tu le sens, fais ce qui te semble juste et correct pour toi et pour les autres personnes". Si tu commences par essayer de changer le monde, tu n'iras pas très loin. » (Camil, 24 ans, activiste roumain lors de la manifestation en faveur de l'abstention, le jour des élections européennes, Bucarest, 2014).

L'une des solutions pour maintenir cette concordance subjective entre la transformation de soi à l'échelle locale et la transformation de la société est en effet de la reporter sur le « très long terme », en misant sur un changement culturel. Qu'ils s'engagent pour la démocratie ou pour l'écologie, les alteractivistes incarnent de fait des mouvements culturels qui modifient le sens de la citoyenneté et de la démocratie, bien plus que des mouvements politiques. Dans cette perspective, les victoires électorales de l'AKP dans les mois qui ont suivi l'occupation de Gezi n'invalident pas ce mouvement et ne présagent pas forcément de sa perte d'influence. Rappelons que les élections nationales de juin 1968 en France donnèrent une large victoire électorale à la droite. Qui niera pourtant qu'à moyen et long terme, l'impact du résultat de ces élections fut bien moindre que celui du mouvement de Mai 1968, un mouvement culturel qui a profondément transformé la France ?

CONCLUSION

Tout autant que dans une préoccupation pour la justice et les défis globaux, l'engagement des jeunes alteractivistes trouve son fondement dans une relation à soi. Ces jeunes rappellent que la démocratie et l'écologie sont des défis à la fois globaux et personnels, qu'elles ne se limitent pas à la sphère de la politique institutionnelle, qu'elles se réalisent et s'expérimentent dans la participation et les gestes du quotidien et qu'elles s'enracinent dans un rapport à soi, aux autres et au monde. Leur rapport à l'action est vécu sur le mode de l'espoir, du désenchantement, de la lassitude, des émotions plutôt qu'en termes d'efficacité, de succès ou d'échec (Capitaine, Pleyers, 2016).

Si les approches utilitaristes qui dominent aujourd'hui la sociologie de l'engagement et des mouvements sociaux permettent d'en saisir certaines dimensions, il convient d'en pointer également les limites et de souligner la centralité du rapport à soi dans les formes contemporaines d'engagement. Pour comprendre les mouvements des années 2010, il est essentiel de se pencher sur les processus de subjectivation et sur le rapport à soi dans cette figure du rapport au monde qu'est le mouvement social. Il est tout aussi

important d'analyser le passage de cette subjectivation à l'action. Le défi et tout l'intérêt de la culture et des pratiques militantes alteractivistes tiennent précisément dans cette exigence d'articuler deux registres que Jean-Paul Sartre (1976) considérait comme exclusifs : l'engagement et la réflexivité, la subjectivation et l'action, le rapport à soi et le rapport au monde. Ces jeunes alteractivistes aspirent à devenir à la fois sujets et acteurs, à être eux-mêmes tout en s'inscrivant dans une société et en contribuant à sa transformation. Cependant, si on ne peut comprendre l'engagement et les mouvements sociaux d'aujourd'hui sans donner toute son importance au processus de subjectivation, il faut également souligner que ce processus ne va pas forcément dans le sens d'un renforcement de la capacité d'agir et de devenir acteur dans la société.

■ BIBLIOGRAPHIE

ABDELRAHMAN M., « The transnational and the local : Egyptian activists and transnational protest networks », *British Journal of Middle Eastern Studies*, n° 3, vol. XXXVIII, 2011, p. 407-424.

BECQUET V., LINARES C. DE, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan/INJEP, Paris, 2005.

BEY H., *TAZ. Zone autonome temporaire*, L'Éclat, Paris, 1997.

BOUVER E. DE, *L'existentiel est politique*, Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve (Belgique), 2015.

CAPITAINE C., PLEYERS G. (dir.), *Mouvements sociaux des années 2010. Quand le sujet devient acteur*, Éditions de la MSH, Paris, à paraître en mai 2016.

COMITÉ INVISIBLE, *L'insurrection qui vient*, La Fabrique, Paris, 2007.

COUSIN O., RUI S., *L'intervention sociologique*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008.

DUBET F., *Sociologie de l'expérience*, Le Seuil, Paris, 1994.

DUBET F., « La jeunesse est une épreuve », *Comprendre*, n° 5, 2004, p. 275-291.

GAUTHIER M., « The inadequacy of concepts. The rise of youth interest in civic participation in Quebec », *Journal of Youth Studies*, n° 3, vol. VI, septembre 2003, p. 265-276.

- HABERMAS J.**, *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard, Paris, 1992.
- HOLLOWAY J.**, *Crack Capitalism*, Pluto Press, Londres (Royaume-Uni), 2010.
- ION J.**, *La fin des militants*, L'atelier, Paris, 1997.
- MARTUCCELLI D.**, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Armand Colin, Paris, 2006.
- MATHIEU L.**, *La démocratie protestataire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011.
- McADAM D.**, « The biographical consequences of activism », *American Sociological Review*, n° 54, 1989, p. 744-760.
- McDONALD K.**, *Global Movements. Action and Culture*, Blackwell, Londres (Royaume-Uni), 2006.
- MELUCCI A.**, « The new social movements : a theoretical approach », *Social Science Information*, vol. XIX, mai 1980, p. 199-226.
- MOISAND J.**, « Espagne : de l'indignation à l'organisation », *La vie des idées*, 20 mars 2015.
- MUXEL A.**, *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011.
- PLEYERS G.**, « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et politiques*, n° 51, 2004, p. 123-134.
- PLEYERS G.**, *Alter-globalization. Becoming actors in the Global Age*, Polity Press, Cambridge (Royaume-Uni), 2010.
- PLEYERS G.**, « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in BECQUET V., *Jeunesses engagées*, Syllepse, Paris, 2014, p. 51-68.
- ROUDET B.**, « Entre responsabilisation et individualisation : l'évolution des formes de participation associative », *Lien social et politiques*, n° 51, 2004, p. 17-27.
- RANCIÈRE J.**, *Aux bords du politique*, La Fabrique, Paris, 1998.
- SARTRE J.-P.**, *L'être et le néant*, Gallimard, Paris, 1976.
- SCHLEMBACH R.**, « How do radical climate movements negotiate their environmental and their social agendas ? », *Critical Social Policy*, n° 2, vol. XXXI, 2011, p. 194-215.
- TOURAINE A.**, *Critique de la modernité*, Fayard, Paris, 1992.
- TOURAINE A.**, « From understanding society to discovering the subject », *Anthropological Theory*, n° 4, vol. II, 2002, p. 387-398.
- TÜRKMEN B.**, « La subjectivité des femmes à Gezi », in CAPITAINE C., PLEYERS G., *Mouvements sociaux des années 2010. Quand le sujet devient acteur*, Éditions de la MSH, Paris, à paraître en avril 2016, p. 35-47.

VAN DE VELDE C., *Devenir adulte : sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses universitaires de France, Paris, 2008.

WEBER M., *Le savant et le politique*, Plon, Paris, 1963.

WIEVIORKA M., *La violence*, Balland, Paris, 2004.

WIEVIORKA M., *Retour du sens*, Robert Laffont, Paris, 2015.

■ L'AUTEUR

Geoffrey Pleyers

Geoffrey.Pleyers@uclouvain.be

Chercheur FNRS et professeur à l'Université catholique de Louvain, chercheur associé au Collège d'études mondiales.

Thèmes de recherche : sociologie de la mondialisation ; mouvement altermondialiste et forums sociaux mondiaux ; mouvements sociaux en Amérique latine, et en particulier au Mexique ; nouveaux mouvements de consommateurs ; sociologie de la jeunesse (engagement et mobilité).

A notamment publié

PLEYERS G., *Alter-globalization. Becoming actors in the Global Age*, Polity Press, Cambridge (Royaume-Uni), 2010.

PLEYERS G. (dir.), *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation locale et responsable*, Desclée de Brouwer, Paris, 2011.